

La gauche doit sortir de son silence sur la guerre en Ukraine

Category: International

écrit par Cécile | 13 septembre 2022

La gauche en France doit sortir de son silence sur la guerre en Ukraine *

[Texte basé sur l'introduction au débat présentée au Conseil national d'Ensemble ! en juillet 2022. Publié d'abord dans Les Cahiers de l'antidote « Soutien à l'Ukraine résistante » n° 11, septembre 2022, édités par les Brigades éditoriales de solidarité aux éditions Syllepse.]

La majorité de la gauche en France – on laissera de côté les secteurs qui ouvertement soutiennent Poutine – condamne cette guerre d'agression de l'impérialisme russe, demande le retrait des troupes russes de l'Ukraine. Mais en même temps reste comme paralysée, aphone, abandonnant le terrain de la défense de l'Ukraine à Macron, à la bourgeoisie.

Un silence assourdissant, choquant

Les élections présidentielles et législatives sont traditionnellement le moment où l'on débat et confronte les priorités stratégiques, y compris celles concernant la situation internationale. Mais force est de constater que, pour la majorité de la gauche en France, la guerre de la Russie de Poutine contre l'Ukraine ne faisait pas partie des priorités stratégiques pendant ces élections. Probablement pour éviter que les très importantes divergences sur cette question entre les différentes composantes de la coalition de la gauche Nupes n'apparaissent au grand jour pendant la campagne électorale, et n'affaiblissent la toute nouvelle

alliance si prometteuse. En particulier, par rapport aux positions très controversées d'une partie de la gauche sur l'Ukraine et la Russie depuis l'annexion de la Crimée et l'invasion du Donbass en 2014. A tel point que pendant les élections le sujet a pratiquement disparu au sein de la gauche.

Tout comme d'ailleurs – notons-le en passant – également à l'autre bout de la scène politique, au sein de l'extrême droite néofasciste du Rassemblement national. C'est le principal allié politique de Poutine en France et en Europe de l'Ouest, laudateur et redevable de son régime dictatorial. Voyant qu'un soutien de l'invasion de l'Ukraine pourrait lui coûter très cher en perte d'électorat, Le Pen a préféré opérer un repli tactique et exécuter une acrobatie électoraliste avec virage à 180° pour faire croire à ses électeurs qu'elle condamnait l'invasion de l'Ukraine. Et donc elle a préféré ne plus rien dire sur le sujet pendant les élections.

Le programme partagé de 650 propositions de la coalition de gauche Nupes, dans le chapitre 8 intitulé « Union européenne et international » propose pourtant de : « Défendre la souveraineté et la liberté de l'Ukraine et du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, dans un contexte international de tensions et de guerre sur le continent européen et face aux crimes de guerre décidés par Vladimir Poutine. » Cette phrase est juste.

Mais le problème est que, [...] pendant les élections même cette phrase est restée lettre morte. Silence radio. Et ce silence dure encore aujourd'hui.

Pour tenter de justifier ce silence, certains à gauche sont même allés jusqu'à servir une bien étrange explication : les affaires internationales seraient du domaine du président de la République, de Macron donc, à qui ils laissaient le soin de s'occuper du dossier ukrainien. Pour une gauche qui ne cesse de dénoncer le présidentielisme monarchique et le manque de pouvoir de l'Assemblée nationale, c'est un stupéfiant abandon

à Macron de ce dossier international brûlant.

Disons-le nettement : ce silence de la Nupes – de ses quatre alliés, de ses candidats et de ses députés élus – constitue sa principale faiblesse, son talon d'Achille. Tout simplement parce que ce silence concerne quand même la question centrale aujourd'hui, la plus urgente, la plus effrayante, à savoir celle de la plus grande et la plus destructrice guerre depuis la IIe guerre mondiale en Europe. Une guerre menée depuis plus de quatre mois contre l'Ukraine, deuxième plus grand pays d'Europe, par la Russie de Poutine, le plus grand pays d'Europe ! Comme quelqu'un l'a dit lors d'un récent débat sur la guerre en Ukraine, l'Europe et le monde sont confrontés à trois urgences : l'urgence climatique, l'urgence sociale et l'urgence ukrainienne. J'ajouterais encore une quatrième, l'urgence sanitaire. Mais sur l'urgence ukrainienne, le silence de la gauche en France est carrément assourdissant, choquant !

L'importance du Réseau européen de solidarité

Seule une minorité de syndicats, de secteurs syndicaux, d'organisations politiques et d'associations du mouvement social en France, ainsi que des organisations de la diaspora ukrainienne et tchétchène, font tout ce qu'ils peuvent. Ils mènent depuis le 24 février des campagnes de solidarité, organisent des convois syndicaux avec de l'aide humanitaire, des missions d'information en Ukraine, des rassemblements, des débats. Entre autres dans le cadre du [Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine](#) (RESU/ENSU) et de sa branche française, dont Ensemble ! – comme vous vous en souvenez – fut l'un des initiateurs à la suite du premier débat sur l'Ukraine tenu à ce même Collectif national le 26 février, deux jours à peine après le début de l'invasion.

Participent également à ce réseau européen plusieurs camarades d'Ensemble Insoumis. Voilà un terrain de travail en commun entre nos deux courants, et d'autres, qui – je l'espère –

pourra se renforcer dans les semaines et mois qui viennent, dans le soutien à la résistance ukrainienne armée et non armée face à l'impérialisme russe.

Maintenant que les élections sont passées, le silence et les prudences tactiques de la gauche ne peuvent plus durer.

[...] La branche française du réseau RESU/ENSU a décidé de s'adresser au Parlement de la Nupes [...] pour que les députés de la Nupes organisent dans les plus brefs délais une audition sur la guerre en Ukraine à l'Assemblée nationale, en y invitant des militantes et militants de l'organisation de gauche ukrainienne Sotsialnyï Roukh (Mouvement social), de même que des représentants des syndicats ukrainiens, des associations féministes, etc.

Depuis le début de la guerre, plusieurs de ces militantes et militants publient régulièrement, dans des revues internationales de gauche, des analyses et des appels à l'attention de la gauche occidentale, que notre Réseau européen traduit et diffuse. Malheureusement, la gauche occidentale tarde beaucoup à en prendre connaissance, à les analyser, à les discuter et à s'en inspirer.

L'idée est aussi d'organiser dans la foulée, dès le mois de septembre, une tournée d'information et de débats avec ces militantes et militants ukrainiens, dans les principaux centres et auprès des principales forces du mouvement social en France.

Certaines idées à gauche qu'il faut discuter et clarifier

Certaines idées et propositions reviennent régulièrement à gauche, qu'il faudrait discuter et clarifier. Je vais en signaler seulement quelques unes, brièvement.

■ « *Il faut la paix et l'arrêt des hostilités* ». C'est une évidence. On ne peut qu'être d'accord. Mais le problème est qu'une paix doit être juste. Et la première condition d'une

paix juste en Ukraine est le retrait des troupes russes de tout le territoire de ce pays. Sinon, ce sera une paix impérialiste, une paix d'annexion de territoires (la Crimée, le Donbass, d'autres régions peut-être).

Certains à gauche y ajoutent qu'il faudrait « revenir aux accords de Minsk » de 2014 et 2015. Or, ces accords n'ont pas marché précisément parce que les processus électoraux qu'ils prévoyaient dans le Donbass devaient se tenir avant (sic !) le retrait des troupes russes et des unités paramilitaires mercenaires russes, autrement dit sous l'occupation russe. Et c'est la France et l'Allemagne, Hollande et Merkel, qui avaient fait pression à l'époque pour que l'Ukraine accepte ces conditions.

Les mêmes pressions des puissances occidentales sur l'Ukraine s'exercent aujourd'hui dans les coulisses. On en parle de plus en plus dans les forums politiques et les médias. Les armées russes avancent lentement, malgré la résistance acharnée des Ukrainiens, et les armes promises par les gouvernements arrivent trop lentement et trop peu – 10% seulement de ce qui a été promis a été livré, selon les déclarations des autorités ukrainiennes au mois de juin !

Il est vrai que ces livraisons s'accélèrent et couvrent du matériel de plus en plus moderne. Mais il y a toutes les raisons de craindre que des tractations dans le style des accords de Munich en 1938 sont en cours dans les coulisses. Et la période des vacances d'été sera très probablement utilisée par Poutine pour avancer encore ses pions.

La gauche ne doit pas cautionner ces pressions. La gauche doit soutenir clairement et ouvertement le droit à l'autodétermination de l'Ukraine, donc en premier lieu le droit de se défendre militairement devant l'agresseur – et ceci par tous les moyens à sa disposition. La gauche doit affirmer haut et fort que l'Ukraine et son peuple mène une guerre de libération nationale, et devrait se mobiliser massivement en leur défense, à l'exemple de ce qui a été fait

contre la guerre impérialiste américaine au Vietnam dans les années soixante et soixante-dix du XXe siècle.

■ Une autre proposition qui revient régulièrement à gauche c'est « *une conférence internationale sur les frontières* ». Une ou des conférences internationales seraient bien sûr utiles, mais toujours et encore à la condition première que leur base, leur préalable, soit le retrait des troupes de Poutine de l'Ukraine. Sinon, ce sera forcément une conférence où les grandes puissances vont négocier avec Poutine le tracé des frontières d'une Ukraine amputée d'un cinquième ou d'un quart de son territoire – probablement au crayon et à la règle, comme au XIXe et XXe siècle lors des partages des colonies et des zones d'influence.

Les promoteurs de cette proposition ajoutent aussi que « *suite à l'effondrement de l'URSS, il n'y a eu aucune négociation sur les frontières* », fait selon eux sans précédent dans l'histoire moderne. Et que c'était donc une très mauvaise chose. Mais ce qui n'a pas l'air de susciter l'intérêt des partisans de cette thèse étrange, c'est que ce sont des peuples entiers qui se sont libérés en deux-trois ans de l'oppression russe à partir de la chute du Mur de Berlin en 1989, au travers de toute une chaîne de révolutions démocratiques en Europe centrale et orientale et dans l'ex-URSS, en Ukraine également.

Les puissances occidentales n'avaient pas à négocier on ne sait quels tracés de frontières. Ce sont ces peuples qui – dans leurs frontières historiques – se sont libérés de la tutelle coloniale du Kremlin. Les impérialismes occidentaux ne voulaient pas de ces révolutions, tout comme ils ne voulaient pas de réunification de l'Allemagne. Ils tentaient de négocier des « réformes » avec ces diverses dictatures bureaucratiques, comme Helmut Kohl et François Mitterrand avec Mikhaïl Gorbatchev entre 1987 et 1990. Mais ils ont dû reculer et accepter, non sans arrières pensées bien sûr, les résultats de ces révolutions populaires, démocratiques, et par la-même

toutes les nouvelles frontières. Bref, ils ont dû se résigner à accepter l'exercice pratique par tous ces peuples de leur droit de décider de leur sort, de leur droit à l'indépendance, à l'autodétermination nationale.

■ Là où toute la gauche pourrait peut-être se mettre d'accord, c'est pour proposer et mettre en œuvre *un nouveau système de sécurité collective, qui serait basé sur l'ONU. Mais – ajoutons-le tout de suite – une ONU qui a besoin d'urgence d'être réformée de fond en comble.*

Voici quelques pistes, à discuter et à élaborer avec d'autres courants de la gauche, et qu'il faudrait commencer à mettre en chantier le plus rapidement possible.

1. Il faudrait **une véritable refondation de l'Organisation des Nations Unies**, pour qu'elle puisse remplir son rôle de garant de la paix et de la sécurité dans le monde, et de cadre international organisant la coopération pacifique entre tous les peuples. Cette refondation devrait s'opérer sur la base des idées de base et les principes fondateurs contenus dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptés à la sortie de la Deuxième guerre mondiale. Principes qu'il faudrait dépoussiérer, actualiser et adapter aux conditions d'aujourd'hui. Ces principes sont régulièrement violés et même carrément mis aux oubliettes à cause de la domination insupportable exercée sur une ONU de 193 pays membres par cinq États, lesdites « grandes puissances » et membres permanents du Conseil de sécurité, disposant chacune du droit de veto.

2. La condition première, impérative, d'une telle refondation est d'**abandonner enfin ce système paralysant de droit de veto**, ce que réclament d'ailleurs depuis des années des voix de plus en plus nombreuses à travers le monde.

3. **Le Conseil de sécurité devrait être responsable devant l'Assemblée générale** de tous les pays membres de l'ONU, 193

aujourd'hui. Le Conseil de sécurité doit cesser de dépendre des marchandages entre ces cinq « grandes puissances » impérialistes qui se partagent le monde et lesdites « sphères d'influence ».

4. Il faut rétablir le principe de l'égalité entre les peuples en appliquant ce mécanisme pourtant simple : **un pays – une voix**.

5. Il faut procéder à une **réforme radicale et urgente des Casques Bleus**, pour qu'ils redeviennent ce pour quoi ils ont été constitués. A savoir, comme dit leur nom, une « Force de maintien de la paix des Nations Unies », destinée à protéger les populations civiles dans les zones de guerres et à servir aussi de forces d'interposition entre les belligérants.

6. **Aucune intervention militaire** dite légitime ne doit se faire **sans l'aval et le vote de l'ONU**.

7. **Des moyens financiers exceptionnels** doivent être débloqués pour que l'ONU puisse remplir son rôle. Tout comme ses organisations spécialisées, comme par exemple la FAO – face à l'ignoble chantage de Poutine à la faim mondiale, avec le blocage des céréales ukrainiennes, ou l'OMS – pour la lutte contre la pandémie du Covid, et autres.

Pour la convocation d'un Forum Social Européen (FSE) extraordinaire

Je reviens à cette proposition, déjà esquissée au Conseil national du 26 février, juste au début de l'invasion russe en Ukraine, et lors des diverses réunions-débat.

■ Je pense que nous devons remettre à l'ordre du jour et reprendre le fils du processus des Forums sociaux européens (FSE), si prometteur et enthousiasmant lors des premières éditions de 2002 en Florence et 2003 à Paris-St-Denis, puis hélas progressivement délité et abandonné.

■ La gauche devrait (re) développer les idées d'un Forum social européen pour une autre Europe – démocratique, écologique, sociale, basée sur le droit à l'autodétermination des peuples. En y ajoutant à présent l'objectif d'une Ukraine libre et indépendante, libérée des envahisseurs poutiniens. Une Europe également avec une Russie et son peuple réussissant enfin à se débarrasser de la dictature de Poutine. A l'image de ce que le peuple russe avait réussi dans le passé en se débarrassant de Staline, des staliniens, de la bureaucratie faussement appelée « communiste ».

■ Surtout, avec la préparation de ce nouveau Forum social européen, il faudrait donner cette fois-ci une place centrale aux syndicats, aux mouvements démocratiques, féministes et à la gauche de l'Ukraine, de Russie, de tous les pays d'Europe centrale et orientale, des Balkans et, ajoutons-le, des pays scandinaves. Tous ces pays sont menacés directement par les menées guerrières de l'impérialisme russe poutinien.

Il faudrait que la gauche de France et des pays de l'Ouest de l'Europe arrive enfin à regarder en face cette réalité, à la comprendre. La condition première est de se libérer enfin de cette sorte de déformation géopolitique « occidentalocentrée » – suivant laquelle la gauche à Paris, à Berlin, à Bruxelles, à Rome ou à Madrid sait forcément mieux ce qui est bon pour l'Europe – et d'écouter la gauche et les syndicats de l'Ukraine et des pays de l'Europe centrale et orientale. Ils ont beaucoup de choses à nous apprendre.

■ Pour commencer, le Réseau européen RESU/ENSU et toutes les organisations qui le composent pourraient appeler à la préparation, à l'automne 2022, d'une Assemblée européenne de préparation d'un Forum Social Européen extraordinaire, dans les plus brefs délais. On a besoin d'urgence d'un projet d'une autre Europe, parallèlement à la campagne contre la guerre en Ukraine.

Des revendications que la gauche devrait mettre en avant

a) Des armes en quantité et qualité suffisantes

Jusqu'à juin, les autorités ukrainiennes signalaient que 10% seulement des armes modernes promises par les pays de l'Ouest ont été réellement fournies à l'Ukraine. Selon l'organisation de gauche Sotsialnyi Roukh, la plupart des armes fournies dans les premiers mois étaient anciennes et obsolètes, notamment de la part des USA, et donc peu efficaces face à la puissante armada russe, la deuxième du monde. Depuis, la situation s'est améliorée, mais les livraisons restent toujours insuffisantes pour permettre à l'Ukraine de forcer les armées impérialistes russes à quitter les territoires envahis et provisoirement occupés.

Dans un récent entretien publié le 7 juin dernier sur le site de [Workers' Liberty](#), une des organisations de la gauche radicale britannique (version française dans le numéro de juillet 2022 de la revue Contretemps), Vladislav Starodoubtsev, un des dirigeants de Sotsialnyi Roukh, a avancé une proposition importante, visant à relier les luttes menées à l'Est et à l'Ouest : « *Vous voulez démilitariser à l'Ouest. Très bien, alors d'abord envoyez vos armes en Ukraine, et ne les remplacez plus par de nouvelles* ». Et j'ajouterai pour ma part, que les pays de l'Ouest – notamment la France ! – devraient arrêter d'envoyer toutes ces armes hypersophistiquées à des régimes sanguinaires, dictatoriaux, comme par ex. l'Arabie Saoudite, et les rediriger vers l'Ukraine, avec les financements et formations qui vont avec.

b) Soutien à la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'UE

La gauche devrait soutenir cette demande de l'Ukraine, tout en s'opposant aux conditions économiques néolibérales exigées par la finance occidentale envers les pays d'Europe centrale et orientale et des Balkans. La gauche doit dire clairement que l'adhésion de l'Ukraine à l'UE est un droit démocratique élémentaire, et tout particulièrement de la part d'un pays occupé et dévasté par la soldatesque de monsieur Poutine. Et en même temps mener une campagne contre la mise en œuvre de

programmes d'austérité exigés par les grands groupes industriels et les banques, qui cherchent à l'Est une main d'œuvre bon marché et des profits mirobolants. Ce serait aussi un moyen bien efficace de relier la lutte du peuple ukrainien pour son indépendance avec nos luttes à l'Ouest contre l'Europe néolibérale. La lutte pour une autre Europe doit se mener conjointement à l'Ouest et à l'Est.

c) L'annulation de la dette ukrainienne

La gauche française et dans les autres pays de l'Ouest devrait s'emparer de cette question. La gauche ukrainienne nous le demande avec insistance depuis le début de cette guerre. Il faut d'urgence desserrer l'étau mortel de la dette extérieure, dont le paiement est exigé sans états d'âme par les banques occidentales, le FMI et les États membres de l'UE. Plusieurs organisations de gauche d'Ukraine, de Pologne, de Hongrie, de Roumanie, de Tchéquie, de Finlande, de Suède et du Danemark mènent campagne pour l'annulation de la dette ukrainienne et disent : [« Au nom de tous les Ukrainiens, nous exigeons l'annulation de la dette »](#).

Le but est simple : rediriger les énormes moyens financiers engloutis par cette dette et le service de la dette (les intérêts) vers la défense de l'Ukraine et les besoins de la population. Là aussi, nous avons un exemple du lien évident avec nos luttes à l'Ouest contre les dettes illégitimes qui pèsent sur les populations de nos pays.

d) Pour des sanctions économiques énergiques et efficaces

Un peu plus de place doit être consacré à la question des sanctions. Les sanctions économiques contre l'impérialisme russe sont absolument indispensables. Il s'agit de paralyser la machine militariste et la folie guerrière déclenchée par Poutine contre l'Ukraine. Et qui menace aussi toute l'Europe et le monde, puisque ce despote devenu totalement irresponsable, brandit maintenant le lâche chantage à la famine mondiale et au cataclysme nucléaire.

Il faut forcer les armées du Kremlin à évacuer tout le

territoire de l'Ukraine, qu'elles occupent depuis 2014 et février 2022. Il faut aussi empêcher que l'aventurisme guerrier de Poutine ne débouche sur une catastrophe militaire, écologique, économique et sociale encore plus vaste, européenne et mondiale, comme nous le montrent les sinistres exemples de l'occupation et les tirs de missiles au-dessus de la plus grande centrale nucléaire d'Europe, dans la ville de Zaporijjia au bord du Dniepr.

Il faut défendre le droit à l'autodétermination et l'indépendance de l'Ukraine face à la volonté de l'impérialisme russe d'anéantir la nation ukrainienne comme telle – volonté clairement exprimée par Poutine dans ses discours justifiant l'invasion du pays. C'est exactement le même droit à l'autodétermination des peuples envahis et opprimés, que la gauche défend toujours en tant qu'une des ses principales valeurs et objectifs de lutte sur tous les continents.

Avec toutes les différences d'époque et de régimes, la gauche d'aujourd'hui doit défendre ce droit de l'Ukraine comme elle l'a fait par le passé lors de la guerre du Vietnam contre l'impérialisme américain (1965-1975) ; ou lors des guerres coloniales menées par l'impérialisme français contre les peuples indochinois (1946-1954) et algérien (1954-1962) ; ou encore lors de la campagne mondiale contre l'invasion de l'Irak par l'impérialisme américain et ses alliés (2003).

Mais les sanctions, telles qu'appliquées ces derniers mois par les différents gouvernements impérialistes occidentaux, ne sont que très partiellement efficaces, inconséquentes et donc tout à fait insuffisantes.

L'embargo sur les énormes fortunes des oligarques russes – amassées en trente ans de privatisation et pillage en règle de l'économie étatique de l'ex-Union soviétique – n'a été mis en place que de manière marginale. Il n'en a touché pour le moment qu'une toute petite partie, leur nombre étant estimé à

environ un millier, et notamment les soixante-dix les plus gros milliardaires.

Visiblement, les grands capitalistes des pays de l'Ouest et les gouvernements impérialistes qui les protègent – comme les fortunes françaises du CAC 40 – traînent les pieds et exploitent tous les subterfuges juridiques pour éviter ou retarder la confiscation des biens des leurs comparses russes. La raison en est simple : les uns et les autres cachent leurs fortunes dans les mêmes paradis fiscaux à travers le monde et en Europe. Ils se protègent mutuellement.

Le principal parmi ces oligarques, Poutine, qui de surcroît contrôle par son pouvoir étatique, policier et militaire tous les autres oligarques, n'a même pas été inquiété. Sa fortune, dont les estimations vont de quelques milliards à des dizaines de milliards de dollars, semble bien cachée dans un labyrinthe de sociétés-écrans, de prête-noms et de paradis fiscaux. Toutes ces fortunes représentent au moins des centaines sinon des milliers de milliards de dollars. Mises sous embargo et confisquées, elles devraient servir à dédommager l'Ukraine pour les terribles destructions et massacres que ce pays a déjà subi à cause de la folie impériale poutinienne.

Le même problème, encore pire, concerne l'embargo décidé sur le pétrole et le gaz russes, mais dont la mise en œuvre est très partielle (pour le pétrole) sinon constamment repoussée (pour le gaz). A tel point que les 27 pays membres de l'UE, après moult hésitations et atermoiements, ont décidé de ne rien décider concernant le gaz russe à la dernière réunion du Conseil européen.

Or, en continuant à acheter le gaz et le pétrole au Kremlin, les gouvernements impérialistes occidentaux paradoxalement contribuent à financer la guerre de Poutine contre l'Ukraine. Car, ce sont plus d'une centaine de milliards de dollars qui lui ont été payés depuis le début de l'invasion. L'économie russe est un géant sur des pieds d'argile, dépendante qu'elle

est de l'export de ses énergies fossiles et des matières premières, pour pouvoir importer des produits et équipements de haute technologie. Un embargo total et conséquent sur le gaz et le pétrole russes serait un moyen efficace et rapide pour obliger Poutine à retirer ses troupes de l'Ukraine. Mais visiblement, dans ce cas aussi, les grands capitalistes occidentaux et les gouvernements qui les protègent n'en veulent pas, car ils tirent de très juteux profits des négoes avec Moscou sur les énergies fossiles.

Pourtant, un tel embargo sur les énergies fossiles russes serait à son tour une opportunité historique pour passer des paroles aux actes et accélérer définitivement l'abandon des énergies fossiles. C'est une question centrale aujourd'hui en matière de lutte contre le changement climatique. La guerre menée par Poutine au cœur de l'Europe et la remilitarisation consécutive à l'Ouest rapprochent dangereusement l'Europe et le monde du bord du proverbial précipice. Des rapports et des propositions existent, notamment du côté des scientifiques et des Verts dans différents pays. Toutes les forces progressistes – écologistes, sociales, syndicales, démocratiques, associatives, politiques – devraient coaliser leurs forces pour enclencher la sortie des énergies fossiles, la bifurcation vers les énergies renouvelables, pour sauver le climat, la planète, la paix. C'est dans ce cadre qu'il faut discuter – et décider ! – des sanctions sur le gaz et le pétrole russes.

Développer la solidarité de gauche avec l'Ukraine

Depuis sa constitution tout de suite après le début de l'invasion russe, le [Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine](#) compte plus de 600 signataires – organisations, personnalités, militants – de plus d'une vingtaine de pays, dont l'Ukraine et d'autres pays du centre et de l'est de l'Europe. Des appels à le rejoindre sont également venus des personnalités de gauche d'Amérique Latine, des pays du Sud, des États-Unis.

Nous devons faire connaître plus largement les activités de ce Réseau. Notamment, les résultats des voyages réalisés en Ukraine, des rencontres avec les syndicats et la gauche ukrainienne, les convois humanitaires organisés par les syndicats. Les divers groupes de travail mènent aussi des activités très soutenues : travail avec les syndicats ukrainiens, défense des droits des femmes ukrainiennes et des réfugiées, situation dans les territoires provisoirement occupés, analyses et débats, etc. Tout ce travail est mené bien sûr en commun avec les partis de gauche [Razem](#) de Pologne (voir leur récent congrès), de Roumanie, de Tchéquie, de Hongrie, de Finlande, de Suède, du Danemark, et bien sûr de l'Ukraine ! Nous avons énormément de choses à apprendre d'eux !

Stefan Bekier

Juillet 2022

*Texte basé sur l'introduction au débat présentée au Conseil national d'Ensemble ! en juillet 2022. Publié d'abord dans Les Cahiers de l'antidote [« Soutien à l'Ukraine résistante » n° 11, septembre 2022](#)